

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

(C.C.T.P.)

Maître de l'ouvrage

Commandement de la gendarmerie de La Réunion
Bureau des soutiens et des finances
Caserne Saint-Clotilde

Objet de l'accord-cadre

Accord-cadre multi-attributaire à « tour de rôle » exécuté par bon de commande qui a pour objet la réalisation de prestations de travaux de peinture dans les casernes de gendarmerie situées sur le territoire de La Réunion (974).

Table des matières

| | |
|--|----|
| CHAPITRE 1 INDICATIONS GÉNÉRALES..... | 4 |
| ARTICLE 1.1 OBJET DU C.C.T.P..... | 4 |
| ARTICLE 1.2 DOCUMENTS TECHNIQUES APPLICABLES AU MARCHÉ..... | 4 |
| ARTICLE 1.3 PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION..... | 4 |
| 1-3-1 Généralités..... | 4 |
| 1-3-2 Relevés à effectuer..... | 5 |
| 1-3-3 Responsabilités de l'entrepreneur..... | 5 |
| 1-3-4 Agréments - Essais – Analyses..... | 5 |
| 1-3-5 Échantillons..... | 5 |
| 1-3-6 Travaux en site occupé..... | 5 |
| 1-3-7 Coordination avec les occupants..... | 5 |
| 1-3-8 Minimisation des nuisances..... | 5 |
| 1-3-9 Protections à prendre concernant la sécurité des personnes..... | 6 |
| 1-3-10 Hygiène et propreté des lieux..... | 6 |
| 1-3-11 Préventions contre l'incendie..... | 6 |
| 1-3-12 Mise en œuvre de sources de chaleur..... | 6 |
| 1-3-13 Accès aux sites sécurisés..... | 7 |
| 1-3-14 Respect des consignes de sécurité..... | 7 |
| 1-3-15 Nettoyage de chantier..... | 7 |
| ARTICLE 1.4 MODE DE DÉFINITION DES OUVRAGES..... | 8 |
| ARTICLE 1.5 RÉCEPTION ET GARANTIES..... | 8 |
| ARTICLE 1.6 BASE DES PRIX..... | 8 |
| 1-6-1 Prix du bordereau..... | 8 |
| 1-6-2 Mode de métré des ouvrages..... | 9 |
| 1-6-3 Utilisation du bordereau de prix..... | 9 |
| 1-6-4 Outillage..... | 9 |
| 1-6-5 Équipements de protection individuelle (EPI)..... | 9 |
| 1-6-6 Habilitation et qualification de la société et de son personnel..... | 9 |
| 1-6-7 Préparation de l'exécution..... | 10 |
| 1-6-8 Remise des plans et documents..... | 11 |
| ARTICLE 1.7 DESCRIPTIF DES OUVRAGES – CONSISTANCE DES TRAVAUX – CONTENU DES PRIX..... | 12 |
| ARTICLE 1.8 PROVENANCE, QUALITÉ ET PRÉPARATION DES MATÉRIAUX..... | 13 |
| ARTICLE 1.9 PRESCRIPTIONS CONCERNANT LES MATÉRIAUX..... | 13 |
| CHAPITRE 2. OUVRAGES COMMUNS TOUS CORPS D'ÉTAT..... | 14 |
| ARTICLE 2.1 DOMAINE D'EMPLOI « OUVRAGES COMMUNS »..... | 14 |
| ARTICLE 2.2 INTERFACES ENTRE DEUX CORPS D'ÉTAT..... | 14 |
| CHAPITRE 3. SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES PARTICULIÈRES – PEINTURE INTERIEURE..... | 15 |
| ARTICLE 3.1 DÉFINITION DES TRAVAUX..... | 15 |
| ARTICLE 3.2 RÈGLES ET DOCUMENTS APPLICABLES AUX TRAVAUX..... | 16 |
| ARTICLE 3.3 SPECIFICATIONS APPLICABLES AUX PRODUITS..... | 16 |
| 3-3-1 Spécifications générales..... | 16 |
| 3-3-2 Spécifications particulières..... | 16 |
| ARTICLE 3.4 SPECIFICATIONS APPLICABLES AUX SUBJECTILES..... | 17 |
| 3-4-1 Reconnaissance des subjectiles..... | 17 |
| 3-4-2 Acceptation des subjectiles..... | 17 |
| ARTICLE 3.5 FOURNITURE ET CHOIX DES PRODUITS..... | 17 |
| ARTICLE 3.6 CARACTÉRISTIQUES DES PRODUITS..... | 17 |
| ARTICLE 3.7 TRAVAUX PRÉPARATOIRES..... | 18 |
| 3-7-1 Brossage, dérouillage et égrenage..... | 18 |
| 3-7-2 Rebouchages..... | 18 |

| | |
|---|----|
| 3-7-3 Enduits garnissant ratissés ou repassés..... | 18 |
| 3-7-4 Ponçage..... | 18 |
| 3-7-5 Couche d'impression..... | 18 |
| 3-7-6 Couche d'accrochage..... | 18 |
| ARTICLE 3.8 LIVRAISON SUR LE CHANTIER..... | 19 |
| ARTICLE 3.9 TRAVAUX INCOMBANT A L'ENTREPRENEUR..... | 19 |
| 3-9-1 Etat de finition - Opérations préparatoires..... | 19 |
| 3-9-2 Protection des ouvrages non peints – nettoyage..... | 19 |
| ARTICLE 3.10 RÈGLES GÉNÉRALES D'EXÉCUTION..... | 19 |
| ARTICLE 3.11 NETTOYAGE GÉNÉRAL DU CHANTIER..... | 19 |
| CHAPITRE 4. SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES PARTICULIÈRES – RAVALEMENT – PEINTURE ET REVÊTEMENTS EXTÉRIEURS..... | 20 |
| ARTICLE 4.1 GÉNÉRALITÉS..... | 20 |
| ARTICLE 4.2 RÉGLEMENTATION..... | 20 |
| 4-2-1 Généralités..... | 21 |
| 4-2-2 Nettoyages..... | 21 |
| 4-2-3 Supports..... | 21 |
| 4-2-4 Échantillons..... | 21 |
| 4-2-5 Teintes..... | 21 |
| 4-2-6 Échafaudages – Ponts volants..... | 22 |
| 4-2-7 Méthodes d'exécution..... | 22 |
| CHAPITRE 5. SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES PARTICULIÈRES – OUVRAGES PARTICULIERS..... | 23 |
| ARTICLE 5.1 TRAVAUX SUR SUPPORTS MÉTALLIQUES..... | 23 |
| 5-1-1 Normes spécifiques..... | 23 |
| 5-1-2 Méthode d'exécution..... | 24 |
| 5-1-3 Types de peintures..... | 25 |
| ARTICLE 5.2 PEINTURES SPÉCIALES..... | 26 |
| 5-2-1 Peinture à très haute performance environnementale..... | 26 |
| 5-2-2 Peinture dépolluante..... | 27 |

CHAPITRE 1 INDICATIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1.1 OBJET DU C.C.T.P.

Le présent marché a pour objet la réalisation de travaux dans les corps d'état suivants :

- Peinture, Revêtement intérieur
- Ravalement, Revêtement extérieur

sur les sites soutenus par le commandement de la gendarmerie de La Réunion – Zone Nord-Est / Ouest / Sud.

Les bordereaux de prix « BATIPRIX 2026 – 43ème édition » couvrant les prestations objet du présent CCTP sont :

- Ouvrages communs pour Peinture Revêtement intérieur, Volume 6, pages 23 à 74 ;
- Peinture Revêtement intérieur, Volume 6, pages 75 à 122 ;
- Ouvrages communs pour Ravalement, Volume 1, pages 23 à 74
- Ravalement, Volume 1, pages 321 à 356.

Les travaux et prestations sont à réaliser dans des bâtiments à usage tertiaire (bureaux, salles de réunions, locaux informatiques), des bâtiments à caractère industriel (ateliers, garages, entrepôts,...), des bâtiments à usages divers (restauration, sport, ...) et dans des logements.

Les prestations objet du présent marché pourront être exécutées sur les emprises de toutes les gendarmeries de La Réunion.

Les opérations seront lancées au fur et à mesure des besoins, chacune d'elles faisant l'objet d'un bon de commande.

ARTICLE 1.2 DOCUMENTS TECHNIQUES APPLICABLES AU MARCHÉ

Les documents techniquement applicables au marché sont :

- le présent CCTP ;
- le CCAG/Travaux ;
- les normes CE, NF, les DTU
- les documents publiés par le CSTB et relevant de la procédure de l'avis technique: cahiers et avis techniques ;
- les documents cités dans le descriptif technique ;
- les règlements et les recommandations édités par les associations professionnelles susceptibles de compléter les documents généraux ;
- le plan de prévention (P.P) spécifique à certains travaux commandés s'il n'y a pas de coordonnateur SPS
- le PGC ou la notice de sécurité si présence d'un coordonnateur SPS.

Les travaux relatifs au présent marché devront obligatoirement être exécutés selon les règles de l'art et en conformité avec les codes, textes législatifs, normatif, et réglementaires, ainsi que les DTU et avis techniques du CSTB en vigueur à la date des travaux.

ARTICLE 1.3 PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION

1-3-1 Généralités

Les matériaux, produits et composants de construction devant être mis en œuvre, seront toujours neufs et de 1ère qualité en l'espèce indiquée.

Les matériaux quels qu'ils soient, ne devront en aucun cas présenter des défauts susceptibles d'altérer l'aspect des ouvrages ou de compromettre l'usage de la construction.

Dans le cadre des prescriptions du CCTP, le maître d'ouvrage aura toujours la possibilité de désigner la nature et la provenance des matériaux qu'il désire voir employés et d'accepter ou de refuser ceux qui lui sont proposés.

Pour tous les matériaux et articles fabriqués soumis à l'avis technique, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux et produits fabriqués titulaires d'un avis technique.

Pour les produits ayant fait l'objet d'une certification par un organisme certificateur, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des produits titulaires d'un certificat de qualification.

1-3-2 Relevés à effectuer

Avant le début des travaux et pendant la période des travaux, le titulaire doit effectuer tous les relevés nécessaires à la bonne exécution de ses prestations. Ces prestations sont réputées incluses dans les prix unitaires des travaux.

1-3-3 Responsabilités de l'entrepreneur

L'entrepreneur étant responsable de la fourniture des matériaux et de leur mise en œuvre, il conserve le droit de refuser l'emploi de matériaux ou composants préconisés par le maître d'ouvrage, s'il juge ne pas pouvoir en prendre la responsabilité.

Il devra alors justifier son refus par écrit avec toutes justifications à l'appui.

1-3-4 Agréments - Essais – Analyses

L'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux titulaires d'un avis technique du CSTB et il devra toujours être en mesure, à la demande du maître d'ouvrage, d'en apporter la preuve. L'entrepreneur sera également tenu de produire à toute demande du maître d'ouvrage, les procès-verbaux d'essais ou d'analyses de matériaux établis par des organismes qualifiés.

1-3-5 Échantillons

L'entrepreneur est tenu de fournir, dans les délais fixés, tous les échantillons d'appareillage, de matériels, de matériaux qui lui seront demandés par le maître d'ouvrage. Ceux-ci doivent être montés en panoplie, disposés sur un chevalement et soigneusement fixés, plombés le cas échéant, pour éviter toute substitution.

1-3-6 Travaux en site occupé

Le titulaire doit veiller à garantir la continuité des activités des sites concernés, en limitant les perturbations pour les occupants. Les travaux doivent être planifiés de manière à éviter les interruptions des services opérationnels et administratifs des casernes, notamment en cas d'interventions dans des zones stratégiques ou sensibles.

1-3-7 Coordination avec les occupants

La coordination avec les occupants des casernes de gendarmerie est une exigence essentielle pour garantir la bonne exécution des travaux en site occupé. Le titulaire est tenu de planifier et d'organiser ses interventions en concertation étroite avec le maître d'ouvrage et les responsables des sites concernés, afin de minimiser les perturbations pour les occupants.

1-3-8 Minimisation des nuisances

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre toutes les mesures nécessaires pour minimiser les nuisances liées à l'exécution des travaux en site occupé, afin de garantir le confort et la sécurité des occupants des casernes de gendarmerie. Ces mesures incluent la réduction des nuisances sonores, la limitation des émissions de poussières et d'odeurs, et la gestion rigoureuse des déchets générés par les travaux.

Les travaux doivent être réalisés dans des plages horaires définies en concertation avec le Maître d'ouvrage, afin de limiter les perturbations pour les occupants.

Les interventions bruyantes ou générant des nuisances importantes doivent être planifiées en dehors des heures de forte activité, et des équipements spécifiques doivent être utilisés pour réduire les impacts sonores.

1-3-9 Protections à prendre concernant la sécurité des personnes

Toutes précautions seront prises pour respecter la sécurité des personnes, de son personnel, de celui des autres entreprises intervenantes, des visiteurs, et des occupants en cas d'intervention en site occupé.

L'entrepreneur est soumis à l'ensemble des règles générales et particulières en matière de sécurité et protection de la santé (décret du 8 janvier 1965 & textes d'application, code du travail, recommandations de l'O.P.P.B.T.P. et autres organismes).

Le C.C.A.P. et le présent C.C.T.P. ci-après précisent les règles générales et particulières en matière d'hygiène, sécurité et protection de la santé.

L'entrepreneur devra prévoir tous filets de protection nécessaires et en fonction des phasages des travaux.

Après intervention et finition de tous les travaux prévus par les bons de commande, les installations (protections, échafaudages, etc...) seront repliées et enlevées hors du chantier par l'entreprise adjudicataire du présent marché qui devra également remettre en état les lieux et faire disparaître toutes traces éventuellement laissées sur les bâtiments, espaces verts et zones de circulation.

1-3-10 Hygiène et propreté des lieux

Le titulaire est tenu de maintenir une propreté irréprochable des lieux tout au long de l'exécution des travaux. À cet effet, il doit mettre en œuvre les moyens humains et matériels nécessaires pour assurer le nettoyage quotidien des zones de travail, ainsi que des espaces adjacents susceptibles d'être impactés par les travaux.

Les protections temporaires mises en place pour préserver les surfaces environnantes, les équipements et les biens des occupants doivent être retirées avec soin à la fin des travaux.

Les zones de travail doivent être nettoyées et remises en état pour permettre une réutilisation immédiate des locaux.

1-3-11 Préventions contre l'incendie

L'entrepreneur titulaire du présent marché devra assurer à ses frais et sous sa responsabilité les mesures de protection contre l'incendie. Elles comportent la présence obligatoire sur ses chantiers:

- d'un extincteur efficace contre les feux pouvant être provoqués par les matériels, engins, véhicules employés,
- d'un extincteur sur chacun des véhicules ou engins à moteur thermique de son entreprise et/ou relevant de sa responsabilité.

De plus, l'entrepreneur devra désigner nominativement pour chacun de ses chantiers un responsable assurant à tous et tout moment les arrêts de travaux, l'extinction des feux, et le contrôle des mesures de sécurité, notamment l'absence de feux couverts pouvant être provoqués par l'emploi d'appareils de chauffage, de soudure, de chalumeaux ou autre équipement.

1-3-12 Mise en œuvre de sources de chaleur

L'exécution des travaux qui nécessite la mise en œuvre d'une source de chaleur mobile (ex : chalumeau, lampe à souder, décapeuse thermique, etc.) devra impliquer la possession par l'entrepreneur d'un permis de feu établi par le chargé de prévention du site. Pour ce faire, l'entrepreneur lui fournira une fiche indiquant :

- la nature, le lieu, la date et la durée du travail à effectuer,
- les moyens de prévention prises contre les risques d'incendie,
- les moyens éventuels de lutte contre l'incendie prévus sur le chantier considéré.

L'absence de permis de feu justifiera l'interdiction par le maître d'ouvrage de toute intervention avec source de chaleur.

1-3-13 Accès aux sites sécurisés

L'accès aux sites sécurisés est strictement encadré et soumis à l'autorisation préalable du maître d'ouvrage. Le titulaire doit fournir une liste nominative des intervenants, accompagnée des justificatifs d'identité.

Ces documents doivent être transmis au maître d'ouvrage **5 jours** ouvrés avant le début des travaux. Toute modification de la liste des intervenants doit être signalée immédiatement au maître d'ouvrage, et les nouveaux intervenants doivent être autorisés avant leur accès au site.

Les intervenants doivent se conformer aux procédures d'accès définies par le maître d'ouvrage, notamment en matière de contrôle d'identité et de respect des horaires d'intervention. Les zones de travail doivent être clairement délimitées, et les intervenants ne sont pas autorisés à accéder à des zones non concernées par les travaux. **Toute violation des règles d'accès pourra entraîner l'exclusion immédiate de l'intervenant concerné, sans préjudice des pénalités applicables.**

1-3-14 Respect des consignes de sécurité

Le titulaire est tenu de respecter les consignes de sécurité définies par le maître d'ouvrage, ainsi que les dispositions réglementaires applicables aux sites sécurisés. Ces consignes incluent, sans s'y limiter, les règles relatives à la circulation sur le site, à l'utilisation des équipements, à la gestion des déchets et à la prévention des risques. Le titulaire doit également veiller à ce que son personnel respecte les consignes spécifiques liées à la confidentialité des informations et des activités des sites.

Les intervenants doivent porter en permanence leurs équipements de protection individuelle (EPI), et se conformer aux procédures de contrôle définies par le maître d'ouvrage. Toute violation des consignes de sécurité pourra entraîner l'exclusion immédiate de l'intervenant concerné, sans préjudice des pénalités applicables.

1-3-15 Nettoyage de chantier

Le titulaire du marché a la responsabilité du nettoyage et de la protection des ouvrages réalisés par ses soins jusqu'à la réception de l'ensemble.

L'entrepreneur de chaque marché devra la protection contre les intempéries et les dommages que pourraient occasionner les ouvriers des autres corps d'état. Les entrepreneurs devront prévoir également les protections des ouvrages existants ainsi que les nettoyages nécessaires en tenant compte du maintien en exploitation des locaux. En conséquence aucun ouvrage ne sera accepté en dehors de l'emprise du chantier s'il n'est pas protégé par des clôtures et des bâches.

Les gravois de démolition ainsi que tous les autres matériaux et matériels déposés seront à évacuer au fur et à mesure à la décharge publique à toute distance et par tous moyens.

L'entrepreneur s'engage à respecter les filières de traitement des déchets conformément à la réglementation en vigueur à la date de passation de la commande concernée sans prétendre à indemnisation au titre du présent marché.

L'entrepreneur fera son affaire des autorisations, droits éventuels, etc. qui seront à sa charge.

Pour ce qui concerne le nettoyage final avant réception, le titulaire doit :

- l'enlèvement et l'évacuation des protections mises en place et le nettoyage des ouvrages ou équipements qui étaient protégés ;
- la remise en état et le nettoyage des emplacements mis à disposition pour les installations de chantier ;
- le nettoyage des abords et ouvrages environnants qui auraient pu être salis du fait de l'exécution des travaux.

ARTICLE 1.4 MODE DE DÉFINITION DES OUVRAGES

En amont des travaux et pour chaque opération, l'entreprise établira un « avant métré » selon les directives du maître d'ouvrage ou son représentant comprenant :

- l'évaluation HT en prix de base des travaux établie sur la base du bordereau de prix BATIPRIX 2026 – 43ème édition ;
- les croquis ou plans (éventuels) ;
- un dossier technique comportant notamment les notices et fiches techniques des matériels et matériaux mis en œuvre, les détails d'exécutions, etc. ;
- les éventuelles demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement par un acte spécial ;

Pour chaque opération le représentant du maître d'ouvrage établira une commande conformément aux stipulations du CCAP du présent marché. Le coût de l'établissement de l'avant métré est réputé compris dans les prix unitaires BATIPRIX.

ARTICLE 1.5 RÉCEPTION ET GARANTIES

Le CCAP définit les contrôles, les réceptions et garanties des travaux inhérents aux bons de commande et au marché.

ARTICLE 1.6 BASE DES PRIX

1-6-1 Prix du bordereau

Ces prix ne sont valables que pendant la durée du marché, stipulée dans l'acte d'engagement. Ils s'appliquent à l'unité de mesure, sans que celle-ci puisse être affectée d'aucune plus-value ou majoration, sauf indications contraires mentionnées dans les libellés du bordereau.

Les prix du bordereau pondérés tiennent compte :

- de la fourniture de tous les éléments réclamés dans les documents du marché,
- du coût de la main d'œuvre aux heures légales du travail pendant les jours ouvrables pour une période supérieure à une journée de travail,
- du coût des études nécessaires à l'établissement des devis,
- du coût des études nécessaires à l'établissement des documents d'exécution des travaux,
- des déplacements et des contraintes d'accès aux sites,
- des fournitures nécessaires, majorées des frais de transport et de manutention pour livraison sur le chantier,
- de l'approvisionnement des matériaux à pied d'œuvre,
- de l'amortissement, location, manutention, mise en œuvre de tous les matériels et outillages, nécessaires à l'exécution des travaux,
- des frais d'installations de chantier, de cantonnements, de base vie, des équipements nécessaires à l'hygiène et sécurité des travailleurs,
- des frais de mise en sécurité des installations communes et des postes de travail,
- des frais des protections individuelles et collectives,
- de l'obligation de la conformité des installations aux spécifications du décret du 08/01/65 relatif à la sécurité, notamment les spécifications concernant l'emploi d'échelle ou d'échafaudage,

- des sujétions mentionnées dans les descriptions de travaux,
- des mesures de protection contre l'incendie adaptées à la nature et au lieu de réalisation des travaux,
- de l'exécution à la lumière artificielle,
- du nettoyage des lieux, accès et abords en cours et en fin de travaux,
- de l'application du coefficient de règlement tenant compte des frais généraux, marges et bénéfice de l'entreprise,
- du temps nécessaire pour proposer l'avant métré au Maître d'ouvrage, y compris les déplacements nécessaires.

Et ce pour tout type de travaux dans tout type de locaux.

1-6-2 Mode de métré des ouvrages

Le métré des ouvrages sera établi sur la base réelle des travaux à effectuer, sans adjonction de coefficients.

1-6-3 Utilisation du bordereau de prix

Le décompte se rédige en citant:

- le numéro de l'article et la lettre repère,
- le libellé,
- l'unité,
- les quantités,
- les prix unitaires.

1-6-4 Outillage

Le titulaire fournira à son personnel, et sous sa responsabilité, l'outillage nécessaire courant ou spécialisé et les appareils de mesure et de contrôle afin de mener à bien sa mission et répondre aux exigences du marché. L'emprunt d'outillage de l'administration est formellement interdit.

La fourniture de l'ensemble de ces matériels est comprise dans les prix unitaires du présent marché.

1-6-5 Équipements de protection individuelle (EPI)

Le titulaire fournira à son personnel, et sous sa responsabilité, l'ensemble des équipements de protection individuelle afin de mener à bien sa mission et répondre aux exigences de sécurité.

Les protections collectives seront toujours préférées aux protections individuelles. La fourniture de l'ensemble de ces matériels sera comprise dans les prix unitaires du présent marché (BATIPRIX 2026 – 43ème édition).

1-6-6 Habilitation et qualification de la société et de son personnel

Le titulaire devra posséder l'agrément des équipementiers en tant qu'installateur afin de faire bénéficier l'installation d'une garantie étendue sur le matériel ainsi que sur les performances des installations réalisées. Il en sera de même pour les cotraitants et les sous-traitants.

Pendant la durée des travaux, pendant la période de parfait achèvement des ouvrages et pendant la durée de la garantie biennale de bon fonctionnement, le titulaire prendra à sa charge, le cas échéant, les frais d'assistance de techniciens spécialisés pour les matériels et équipements installés.

Le personnel intervenant sur les divers sites devra posséder les qualifications et habilitations professionnelles et médicales en rapport avec les tâches qui lui seront dévolues.

Le personnel « électricien » intervenant sur les divers sites devra posséder une habilitation conforme à l'arrêté interministériel du 17 janvier 1989 relatif à la publication UTEC 18 510 établie en novembre 1988, applicable depuis le 5 avril 1991.

Pour les travaux importants, pour les travaux dangereux, pour les travaux présentant des difficultés particulières, pour les travaux nécessitant une coordination, le personnel devra être dirigé par un chef de chantier qui sera présent en permanence pendant toute la durée des travaux.

1-6-7 Préparation de l'exécution

a) Documents préalables à l'exécution

A la demande du maître d'ouvrage, les plans d'exécution et notes de calculs sont établis par le titulaire du marché et sont compris dans les prix unitaires du présent marché.

Avant tout commencement des documents d'exécution, le titulaire aura obligation de vérifier les plans et autres documents qui lui ont été remis (ainsi que leurs cotations) et de signaler au maître d'ouvrage toutes les erreurs, omissions ou contradictions qu'il pourrait constater et de le rendre attentif à tout changement qui serait éventuellement à opérer.

Le titulaire du marché sera responsable des conséquences que pourraient entraîner l'inobservation de cette obligation.

Le titulaire devra soumettre également au maître d'ouvrage à sa demande la nomenclature des produits qu'il se propose d'utiliser avec les catalogues, fiches techniques, échantillons et nuanciers.

A la demande du maître d'ouvrage, tous ces documents et éléments lui seront soumis pour visa. Dans ce cas, le lancement des approvisionnements et le début d'exécution des travaux ne pourront être antérieurs au visa.

b) Prévention

- Chantier en site occupé :

Conformément aux dispositions du décret du 20 février 1992, un plan de prévention écrit sera établi.

Le titulaire s'engage à élaborer le projet de plan de prévention pour sa partie (et celle de ses sous-traitants) et à le transmettre à la personne publique au plus tard un mois avant la fin de période préparatoire.

L'établissement du plan de prévention sera précédé d'une visite préalable d'inspection commune (titulaire, sous-traitants, organisme contractant, organisme utilisateur) des lieux d'exécution des prestations, à l'issue de laquelle une analyse des risques sera réalisée.

Le plan de prévention devra prendre en compte les consignes de sécurité communiquées par la personne publique et devra comporter au moins des dispositions dans les domaines suivants :

- la définition des phases d'activités dangereuses et des moyens spécifiques correspondants ;
- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs relatifs à l'opération ;
- les instructions à donner aux salariés ;
- l'organisation des secours.

Le titulaire devra prendre, pour toutes les prestations à exécuter de nuit ou dans un lieu isolé, toutes les mesures nécessaires pour qu'aucun salarié de son entreprise ou de ses sous-traitants ne travaille isolément en un point où il ne pourrait être secouru à bref délai en cas d'accident.

Le titulaire a l'obligation d'informer ses salariés des dangers spécifiques auxquels ils sont exposés et les mesures prises pour les prévenir en application du plan de prévention. Ils doivent être informés des zones dangereuses ainsi que des moyens mis en œuvre pour les matérialiser (affiches, consignes). Ils doivent être informés des dispositifs de protection collective et individuelle et des accès de secours.

A ce titre, le titulaire communiquera à la personne publique le contenu précis des formations et informations communiquées à ses salariés en matière de prévention.

En outre, le titulaire devra signaler à la personne publique, dans un délai de 24H00, tout accident du travail dont serait victime un de ses salariés ou de ses sous-traitants dans l'exécution des prestations objet du présent marché.

Le Maître d'ouvrage communiquera au titulaire les noms, coordonnées et fonctions de ses collaborateurs pour l'exécution du marché. Il informera le titulaire des changements ou des intérimis de poste afin d'assurer la continuité du suivi de l'exécution du marché.

Pour certaines prestations particulières, une démarche SPS spécifique pourra être commandée par et aux frais du Maître d'ouvrage.

Tout début d'exécution de travaux ne pourra se faire avant la réalisation effective des démarches relatives à la prévention.

- Chantier clos et indépendant du BTP:

Sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination (PGC), chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS). Ce plan est communiqué au coordonnateur SPS.

c) Démarches auprès des services gestionnaires des réseaux publics

Avant l'exécution de ses travaux, le titulaire devra effectuer toutes les démarches nécessaires auprès des services techniques intéressés (EDF/SIDELEC, Télécom, compagnie des eaux, assainissements, etc.). Il informera le maître d'ouvrage de ces demandes d'agrément et lui remettra une copie des réponses obtenues.

Il participera aux vérifications avant la mise en service (à sa charge) et exécutera à ses frais les modifications éventuelles qui seraient nécessaires pour rendre ses installations conformes aux normes, aux règlements en vigueur, au présent CCTP et aux prescriptions des bons de commande concernés.

d) Etat des lieux

Le titulaire avisera par écrit le maître d'ouvrage, avant tout début d'exécution, des dégradations et des non-conformités des locaux, emprises objets des travaux.

Le cas échéant, un constat d'huissier sera établi, à la charge de la partie qui en émettra la demande.

1-6-8 Remise des plans et documents

a) Pour chaque bon de commande à la demande du maître d'ouvrage :

Le titulaire, à l'issue des prestations objet des bons de commande, remettra au maître d'ouvrage les plans d'exécution, note de calcul, spécifications techniques relatifs aux prestations réalisées. Il transmettra également le cas échéant les documents nécessaires aux opérations de maintenance et d'entretien ultérieur sur l'ouvrage.

Les plans seront établis sous format informatique DWG et PDF.

Les éléments des plans (la maçonnerie, l'électricité, les plafonds suspendus, les menuiseries, la plomberie, la climatisation, la ventilation, la cotation, le texte, ...) doivent être disposés sur des calques différents.

Pour chaque nouvel équipement les avis techniques et les notices techniques de tous les matériels et matériaux proposés devront être fournis.

Les documents et plans conformes à exécution du dossier des ouvrages exécutés (DOE) seront remis en 3 exemplaires sur support papier et, en 1 exemplaire sur support informatique.

b) Annuellement

L'entrepreneur préparera au titre du marché un bilan global annuel des commandes passées au titre du marché, pour chaque date anniversaire du marché. Ce bilan récapitulera l'ensemble des commandes (fournitures et montant). Il précisera tous les prix d'unité commandés avec les quantités

et sites associés, et précisera également toutes les prestations hors BPU commandées avec les quantités et sites associés. Ce rapport sera remis sous format papier et Excel.

ARTICLE 1.7 DESCRIPTIF DES OUVRAGES – CONSISTANCE DES TRAVAUX – CONTENU DES PRIX

Les travaux à effectuer seront notifiés par notification du bon de commande et/ou ordre de service, conformément aux stipulations du C.C.A.P.

Pour chaque commande, les travaux comprennent les opérations nécessaires à la bonne exécution et remise des ouvrages dont notamment :

- les frais généraux et charges du titulaire ;
- la main d'œuvre administrative et technique nécessaire à la totalité de l'exécution des travaux ;
- les études nécessaires à l'établissement des devis ;
- les études nécessaires à l'établissement des documents d'exécution des travaux ;
- les déplacements des personnels du titulaire ;
- les visites et relevés préalables sur sites pour l'établissement des devis ;
- la préparation, l'installation et le repliement de chantier (protection du chantier, signalisation, raccordement eau électricité, matériel nécessaire à l'exécution des prestations, protection de toutes les parties susceptibles d'être abîmées, remise en état des abords extérieurs, voiries et espaces verts, bâtiment...) ;
- la mise en sécurité de la zone de travaux : l'entrepreneur devra tous les dispositifs de protection permettant le maintien de l'activité dans ou à proximité des zones de travaux. Il aura également à charge tous les dispositifs nécessaires pour assurer la sécurité de son personnel, ainsi que la sécurité du personnel de la Gendarmerie. En aucun cas le chantier ne devra être interrompu pour défaut de dispositif de sécurité ;
- le transport à pied d'œuvre.
- les manutentions, les montages, les coltinages à tous les niveaux font l'objet de prix unitaires,
- la fourniture et mise en place des échafaudages, engins et appareils de levage nécessaires à la réalisation des travaux prévus au présent marché,
- le maintien dans un état propre du chantier en permanence : en cours de chantier, les gravats, produits déposés, emballages, etc.... seront évacués immédiatement ou stockés dans une benne prévue à cet effet, puis évacués hors de la base dans une décharge autorisée et classée pour recevoir ces produits. Les dispositions seront également prises pour empêcher tout éparpillement dû au vent ;
- le nettoyage du chantier ;
- la remise du dossier des ouvrages exécutés (DOE) ;
 - en cas de modification sur un réseau ou un ouvrage existant, l'entrepreneur devra la mise à jour des schémas des réseaux ou des plans remaniés partiellement, à partir des plans transmis sur support informatique par le maître d'ouvrage ; sur support papier dans tous les autres cas ;
 - en cas de réseau ou d'ouvrage neuf, l'entrepreneur fournira les plans de réseau ou de l'ouvrage sur support informatique et papier ;

Toutes ces opérations sont réputées incluses dans les prix unitaires pondérés des bordereaux BATIPRIX 2026 – 43ème édition des corps d'états désignés à l'article 1.1 du présent CCTP.

Les prestations sur prix unitaires du corps d'état « ouvrages communs » du BATIPRIX 2026 – 43ème édition permettent de chiffrer les prestations annexes de « démolition – béton et mortier – percement/ tranchée/feuilleure/scellement – fixation – manutention, enlèvement – nettoyage – échafaudages/protection – matériels de chantier externes à l'entreprise», lorsque ces prestations ne

sont pas incluses dans la nomenclature du lot concerné par le présent CCTP, ou n'y correspondent pas.

Les prestations du corps d'état « ouvrages communs » et relatives aux domaines « manutention – enlèvement », « nettoyage », « protection » et « échelle, corde à nœuds, sellette » du BATIPRIX sont réputées incluses dans les prix unitaires des autres corps d'état du présent marché (cf. supra), à l'exception des cas où le bon de commande porte uniquement sur ces prestations (commande ponctuelle de nettoyage, d'enlèvement de terre,..)

ARTICLE 1.8 PROVENANCE, QUALITÉ ET PRÉPARATION DES MATÉRIAUX

Outre les spécifications particulières objet des paragraphes suivants, les matériaux et produits devant être mis en œuvre seront neufs, toujours de première qualité, suivant indications de provenance, type ou marque des documents particuliers du marché.

Dans tous les cas où un matériau ou un produit est défini dans les documents particuliers par une marque nommément désignée et la mention "équivalent" ou "similaire", le titulaire aura la faculté de faire agréer par le maître d'ouvrage un produit d'une autre marque sous réserve que le produit soit équivalent.

En aucun cas, le titulaire ne pourra substituer un matériau de son choix à un de ceux prévus dans les pièces particulières sans accord préalable du maître d'ouvrage.

Le titulaire est seul responsable du choix des produits et fournisseurs qu'il propose, ce choix étant effectué suivant l'aptitude à la fonction des produits, selon la protection et l'état de finition recherché et les délais d'exécution prévus.

Il appartient au titulaire de formuler toutes les réserves d'emploi dans le cas où le maître d'ouvrage prescrit l'utilisation d'un produit. En cas d'absence de réserve, le titulaire devient responsable du choix du produit.

Les fournitures, matériels, matériaux et produits fabriqués devront bénéficier d'une marque de conformité aux normes françaises et/ou européennes. Ils seront soumis à l'agrément du maître d'ouvrage avant lancement des approvisionnements, le maître d'ouvrage pouvant demander que ceux-ci lui soient présentés.

L'utilisation de matériaux nouveaux ou de procédés de construction non traditionnels devra faire l'objet de justifications techniques précises, en particulier l'avis technique d'un organisme qualifié sera requis (à la charge financière du titulaire).

D'une manière générale, tous les composants doivent répondre à des spécifications, classements et labels tels :

- Marque NF ;
- Agrément ministériel ;
- Spécifications AFNOR ;
- Autres spécifications dont l'origine doit être précisée ;
- LABELS (Écologie, environnement durable,...) ;
- Etc.

ARTICLE 1.9 PRESCRIPTIONS CONCERNANT LES MATÉRIAUX

Tout ouvrage de nature non traditionnelle ou faisant appel à des techniques ou à des matériaux nouveaux, devra préalablement à l'exécution, faire l'objet de l'agrément du Maître d'ouvrage et sa fabrication devra souscrire aux obligations du présent document.

De même un échantillon des matériaux manufacturés devra lui être soumis avant tout début d'exécution et même d'approvisionnement.

Les matériaux et fournitures devront être du meilleur choix dans l'espèce indiquée, sauf dérogation dans le cours du présent C.C.T.P. Ceux de récupération ne seront admis en aucun cas.

Au cas où il serait laissé à l'entrepreneur le choix d'un ouvrage ou de sa mise en œuvre, il devra, également, avant le début des travaux, fournir au Maître d'ouvrage toutes les précisions techniques nécessaires relatives au procédé adopté. Ce procédé pourra, à la demande du Maître d'ouvrage, faire l'objet d'une étude technique et d'essais préalables qui seront à la charge de l'entrepreneur. Le cas échéant, la garantie du fournisseur sera exigée.

Dans le cas où un matériau de remplacement substitué à celui prescrit au C.C.T.P se révélerait défectueux ou ne répondrait pas à l'usage et aux conditions techniques exigées, l'entrepreneur serait tenu pour seul responsable.

La mise en œuvre des fers de réemploi est interdite.

CHAPITRE 2. OUVRAGES COMMUNS TOUS CORPS D'ÉTAT

ARTICLE 2.1 DOMAINE D'EMPLOI « OUVRAGES COMMUNS »

Le présent chapitre concerne l'ensemble des prestations communes à chacun des titulaires d'un ou plusieurs marchés.

Ces prestations sur prix unitaires du corps d'état « ouvrages communs » du BATIPRIX 2026 – 43ème édition permettent de chiffrer les prestations annexes de « démolition – béton et mortier – percement/tranchée/feuillure/scellement - fixation - manutention, enlèvement – nettoyage – échafaudages - protection - matériels de chantier externes à l'entreprise».

Les prestations du corps d'état « ouvrages communs » et relatives aux domaines « manutention - enlèvement », « nettoyage », « protection » et « échelle, corde à nœuds, sellette » du BATIPRIX sont réputées incluses dans les prix unitaires des autres corps d'état du présent marché (cf. supra), à l'exception des cas où le bon de commande porte uniquement sur ces prestations (commande ponctuelle de nettoyage, d'enlèvement de terre,...).

Chaque entrepreneur fait son affaire personnelle de toutes les manutentions de ses matériels et fournitures.

Chaque entrepreneur assure, à ses frais et sous sa responsabilité, le stockage de ses matériels, matériaux et fournitures avant leur mise en œuvre.

Chaque entrepreneur est tenu d'assurer, à ses frais, ses transports sur le chantier et fournir tous les moyens en hommes et matériels, de toutes espèces, nécessaires à l'exécution des travaux.

ARTICLE 2.2 INTERFACES ENTRE DEUX CORPS D'ÉTAT

a) Réservations :

Les trous, saignées, feuillures seront réservés par les titulaires des marchés concernés. Les réservations dans les ouvrages seront déterminées par les plans établis par chacune des entreprises concernées.

La mise en place de tous les taquets, rails, douilles est à la charge des marchés concernés.

Il est précisé que les entreprises n'ayant pas remis à temps leurs plans de réservations supporteront les frais de percements retardés ainsi que leurs conséquences directes ou indirectes.

b) Percements - Saignées :

A l'exception de la menuiserie et ouvrages similaires incorporés à la maçonnerie et réservations dans les éléments B.A., tous les percements dans les murs existants (murs en béton, agglos, cloisons,

dalle BA) tels que : trous pour fixation de colliers ou pattes, tranchées pour tubes électriques ou canalisations, sont dus par les entrepreneurs de chaque marché.

c) Scellements et calfeutrements :

A la charge de chaque entreprise pour ses propres ouvrages. Ils devront avoir une finition parfaite. Les scellements et les calfeutrements seront affleurés légèrement en retrait des percements de maçonnerie.

Le calfeutrement intérieur et extérieur des dormants de menuiserie et ouvrages sont à la charge du marché qui a la pose des ouvrages. Les titulaires des marchés concernés (Plomberie, Électricité, Chauffage, V.M.C.) veilleront en particulier à exécuter un calfeutrement soigné autour des canalisations verticales et horizontales.

Les scellements seront exécutés exclusivement au mortier de C.P.A. ou équivalent; le plâtre et le ciment prompt étant formellement proscrits pour ces ouvrages. En cas de mauvais rebouchage notamment dans les cloisons, etc., le maître d'ouvrage pourra faire reprendre ceux-ci aux frais de l'entreprise concernée.

d) Raccords :

Sauf stipulations contraires, après passage des divers corps d'état, les raccords de maçonnerie, enduit extérieur, carrelage, peinture, tapisserie, etc. ... seront exécutés par les entrepreneurs titulaires de ces marchés sans que ce travail chronologique ne gêne les tâches prévues au planning des travaux (retard de livraison, double manipulation de certains ouvrages).

e) Nettoyage des gravois :

Le chantier devra être maintenu en permanence en parfait état de propreté. Les gravois seront stockés sur un site approuvé et dûment délimité. Chaque entrepreneur se chargera de l'évacuation de ses propres déblais, gravois, déchets jusqu'aux lieux de stockage sur chantier déterminé par le Maître d'ouvrage.

Il procédera en outre au nettoyage, à la préparation et la mise en état des installations qu'il aura salies ou détériorées. Les gravois et déchets mis en dépôt seront enlevés aux décharges publiques aux frais et à la charge exclusive de l'entreprise qui les a produits. A cet effet, il pourra être utilisé des bennes.

Aucun déblai ne sera jeté par les baies. Pour la descente des gravois, il sera fait usage de goulottes. Chaque entrepreneur doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après exécution des travaux dont il est chargé.

Chaque entrepreneur a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'il a salies ou détériorées ainsi que l'évacuation hors du chantier des emballages éventuels.

CHAPITRE 3. SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES PARTICULIÈRES – PEINTURE INTERIEURE

ARTICLE 3.1 DÉFINITION DES TRAVAUX

Ils comprennent :

- La fourniture de tous les produits et matériaux (dans les qualités et teintes imposées) nécessaires au complet achèvement des travaux de protection et de décoration des ouvrages.
- La mise en œuvre de tous les matériels et outillages nécessaires à l'exécution des travaux (échelles, échafaudages, outils, etc.).
- L'étude de polychromie avec la confection d'éprouvettes mobiles et de surfaces de référence (une par système).

- La reconnaissance et l'acceptation des subjectiles (compatibilités chimique et physique avec les produits et opérations prévus) et des matériaux pré-peints.
- La vérification des conditions thermo-hygrométriques du chantier, ainsi que celles de la propreté et des protections mises en place avant l'intervention du peintre.
- La fourniture de tous les éléments réclamés dans les documents du marché.
- Les travaux de retouche nécessaires à une parfaite finition des travaux.

Les travaux de rechampissage et de panneautage engendrés par les changements d'aspect et de couleur, les juxtapositions de matériaux différents ou les reprises de travaux seront exécutés selon les modalités suivantes :

- Les couleurs et aspects seront différenciés dans un même local entre les murs, les plafonds et les menuiseries.
- Aucun supplément de prix ne sera accepté pour l'emploi de coloris spéciaux ou de teintes fines.
- Dans le but de faciliter la visualisation de l'avancement des travaux, chaque couche de peinture sera de teinte différenciée.

ARTICLE 3.2 RÈGLES ET DOCUMENTS APPLICABLES AUX TRAVAUX

Pour tout ce qui n'est pas précisé dans le présent C.C.T.P., les prescriptions des documents techniques et réglementaires en vigueur au moment de la remise des offres, seront appliquées (ainsi que les décisions et recommandations de la Commission Centrale des Marchés).

Les spécifications de la Fédération Nationale du Bâtiment, de l'Union des Peintres et Vitriers de France, et des fabricants, seront appliquées lorsqu'elles ne seront pas contraires au présent C.C.T.P. ou aux documents précédemment cités.

ARTICLE 3.3 SPECIFICATIONS APPLICABLES AUX PRODUITS

3-3-1 Spécifications générales

L'appellation des produits sera définie conformément à la normalisation et leurs caractéristiques par les normes particulières à chaque produit. Les produits utilisables seront soumis à l'acceptation du Maître d'ouvrage au moyen de fiches techniques détaillées du modèle annexé à la présente catégorie.

Il ne sera accepté qu'un seul fabricant par système de peinture, sauf pour les enduits.

L'entrepreneur devra fournir une attestation du fabricant indiquant que ce dernier :

- approuve l'utilisation prévue de ses produits,
- s'engage à intervenir sans frais sur le chantier et à procéder à la reconnaissance des subjectiles et à la vérification de conformité à la formulation d'origine,
- est en mesure de fournir les certificats de conformité et de garantie demandés au-delà de la période de garantie biennale, conjointement avec son applicateur pour le chantier nommément désigné.

3-3-2 Spécifications particulières

Les produits employés pour l'extérieur devront avoir un procès verbal d'essais attestant leur conformité :

- à la spécification B1/78 du GPEM/PV (brochure du JO n°5564) pour les revêtements micro poreux de façade,
- à la spécification B2/81 du GPEM/PV (brochure du JO n° 5564) pour les peintures destinées à des subjectiles métalliques.

Les peintures de finition employées à l'intérieur des locaux devront satisfaire aux exigences des documents suivants:

- NF T 34 810 pour les pièces sèches,
- NF T 34 811 pour les pièces humides.

- NFP 85-304 - Mastics du type élastomère ou du type plastique ou mastics préformés
- NFT 30-001 - Dictionnaire technique des peintures
- NFT 30-608 - Enduit de peinture pour travaux intérieursintérieurs
- NFT 31-004 - Pigments – Minium pour peintures
- NFT 36-005 – Classification des peintures, vernis et produits connexes
- CSTB Cahier 139
- Spécifications UNPVE.
- DTU 59.1 (NF P 74-201) - Travaux de peinture des bâtiments
- DTU 59.4 (NF P 74-204) - Mise en œuvre des papiers peints et des revêtements muraux

ARTICLE 3.4 SPECIFICATIONS APPLICABLES AUX SUBJECTILES

3-4-1 Reconnaissance des subjectiles

L'Entrepreneur chargé des travaux de peinture est tenu de consulter les responsables des autres corps d'état, afin d'être renseigné si, sur les ouvrages destinés à être peints, il a été fait emploi d'adjuvants, catalyseurs, huiles de démoulage ou tout autre produit chimique.

Avant tout commencement d'exécution, l'Entrepreneur est tenu de procéder à son initiative à un examen des subjectiles pour vérifier leur état.

Les caractéristiques d'humidité, de dureté et de pH exigées au moment de la mise en peinture sur les subjectiles sont données par les D.T.U. en vigueur.

Les contrôles du pH, de l'humidité, jugés utiles par l'Entrepreneur chargé des travaux de peinture seront effectués à ses frais suivant un plan de contrôle (nature, méthode, fréquence et implantation des contrôles) qu'il aura préalablement soumis au visa du représentant du maître d'ouvrage.

3-4-2 Acceptation des subjectiles

L'entrepreneur titulaire du présent lot est tenu de s'assurer de l'état et de la qualité des subjectiles réalisés. Tout commencement des travaux de peinture prévaudra comme acceptation de l'état des subjectiles, des locaux, des protections mises en place préalablement.

Si l'état de surface des subjectiles n'est pas jugé conforme aux prescriptions du D.T.U.59.1, l'entrepreneur est tenu de présenter des réserves recevables uniquement après un relevé contradictoire des parties intéressées.

Dans le cas où le bien fondé des réserves serait accepté par le Maître d'ouvrage, deux cas seront envisagés en fonction de l'ampleur des écarts de réalisation :

- soit la réfection et la mises en conformité par les soins du titulaire du lot d'exécution des subjectiles défectueux ou inaptes aux travaux de peinture prévus,
- soit l'exécution des travaux complémentaires d'apprêt par le titulaire du présent lot, à la charge financière du corps d'état ayant réalisé les subjectiles défectueux.

ARTICLE 3.5 FOURNITURE ET CHOIX DES PRODUITS

L'entrepreneur est seul responsable du choix des produits et des fournisseurs (C.C.S. du DTU 59.1 Art. 4.1). Ce choix est fait suivant l'aptitude à la fonction des produits selon la protection ou de l'état de finition recherché. L'entrepreneur de peinture prend en outre la responsabilité des critères d'aptitude à l'emploi des produits qu'il confectionne sur le chantier.

ARTICLE 3.6 CARACTÉRISTIQUES DES PRODUITS

Avant le début des travaux, l'entreprise fournira les fiches techniques d'informations relatives aux produits à mettre en œuvre.

Les revêtements mis en œuvre par le présent lot à savoir les peintures, les toiles de verre peintes et les tissus vinyles, devront permettre, compte tenu des supports, l'obtention du classement au feu suivant :

- M2 en parties verticales et M1 en plafond selon l'arrêté de 28 août 1991
- Les peintures et revêtements minces M1 sur supports inertes peuvent être classés
- MO si le dégagement calorifique surfacique + 2,1 MJ/m²

Peinture intérieure sur supports inertes :

- peinture brillante MO si l'application en quantité est inférieure à 0,10 Kg/m²
- peinture satinée ou mate MO si l'application en quantité est inférieure à 0,40 Kg/m²
- peinture intérieure sur supports non isolants classés MO
- peinture brillante M1 si l'application en quantité est inférieure à 0,35 Kg/m³
- peinture satinée ou mate M1 si l'application en quantité est inférieure à 0,75 Kg/m² sans prendre en compte les apprêts, impressions et bouche pores.
- Peinture intérieure sur supports non isolants classés M1 ou M2
- peinture brillante M2 si l'application en quantité est inférieure à 0,35 Kg/m²
- peinture satinée ou mate M2 si l'application en quantité est inférieure à 0,75 Kg/m² sans prendre en compte les apprêts, impressions et bouche pores.

ARTICLE 3.7 TRAVAUX PRÉPARATOIRES

3-7-1 Brossage, dérouillage et égrenage

La disparition sur les maçonneries et les boiseries de tous les marques de chantier, à l'exception de celles qui nécessitent un ragréage ou une pièce de bois, est à la charge du présent lot.

3-7-2 Rebouchages

Les rebouchages sont réalisés à l'enduit gras, à l'huile, ou avec un produit pelliculaire spécial. Ils sont à la charge du présent lot, à l'exception des cas qui rendent nécessaires un ragréage ou une greffe de bois. Auquel cas, l'entrepreneur du lot devra refuser les fonds.

3-7-3 Enduits garnissant ratissés ou repassés

En plafonds, sur les parois en béton et dans certains cas, sur les parois enduites au mortier bâtard, il sera prévu un enduit pelliculaire dit enduit garnissant de type GS ou équivalent, appliqué en deux couches minimums. Cet enduit devra faire disparaître toutes les irrégularités et les bulles du béton. Il sera prévu également, la reprise des arêtes et cueillies exécutées par le gros-œuvres ou plâtrerie. La surface sera finement lissée et servira de subjectiles en couches intermédiaires et terminales.

3-7-4 Ponçage

Le ponçage et le nettoyage complet du peluchage de tous les ponçages contribuant à une parfaite finition des ouvrages sont à la charge du présent lot.

3-7-5 Couche d'impression

L'application d'une ou plusieurs couches d'impression adéquates au support, sur tous les supports, y compris plâtrerie, couche de primaire antirouille sur les supports métalliques, galvanisés ou non, est à la charge du présent lot.

3-7-6 Couche d'accrochage

L'application d'une ou plusieurs couches d'accrochage adéquates au support, sur tous les supports, y compris PVC, supports composites, supports métalliques, galvanisés ou non, est à la charge du présent lot.

ARTICLE 3.8 LIVRAISON SUR LE CHANTIER

Les produits de marque seront livrés sur le chantier dans leur conditionnement d'origine avec toutes les garanties de fermeture nécessaire. Des prélèvements pourront être effectués afin de vérifier que le produit livré correspond à celui qui a été retenu.

ARTICLE 3.9 TRAVAUX INCOMBANT A L'ENTREPRENEUR

3-9-1 Etat de finition - Opérations préparatoires

Les opérations préparatoires à effectuer en fonction du degré de finition seront conformes à l'article 5 du D.T.U. n° 59-1.

3-9-2 Protection des ouvrages non peints – nettoyage

D'une façon générale, l'Entrepreneur chargé des travaux de peinture devra prendre les précautions qui s'imposent pour assurer la protection des surfaces qui pourraient être tachées ou attaquées.

ARTICLE 3.10 RÈGLES GÉNÉRALES D'EXÉCUTION

L'Entrepreneur est réputé connaître les conditions climatiques (hygrométrie, température, vent) du site où se situent les travaux et en avoir tenu compte dans ses propositions.

ARTICLE 3.11 NETTOYAGE GÉNÉRAL DU CHANTIER

Le nettoyage de mise en service est à la charge du présent lot et réalisé conformément aux spécifications des D.T.U., CCAP, CCTP et pièces particulières du présent marché. Le nettoyage inclut les protections de certains ouvrages, qui pourraient être demandées par la maîtrise d'ouvrage, sans aucune plus-value sur le prix forfaitaire du marché. D'une manière générale, l'entreprise devra livrer le bâtiment en état de propreté absolue.

L'entreprise devra le grattage et le lavage de tous les sols. Ce nettoyage se fera à l'eau légèrement acidulée, ou tout autre produit adapté n'attaquant ni les revêtements ni les joints.

La maîtrise d'ouvrage rappelle à l'entreprise que le grattage des taches sur les sols est formellement interdit. En conséquence, l'entreprise devra protéger tous les sols.

L'entreprise devra les raccords de peinture après nettoyage, en particulier sur les plinthes ainsi que le nettoyage de toutes les faces des glaces, verres et ensembles vitrés pour la réception.

L'entreprise procédera également au nettoyage des prises de courant, interrupteurs, luminaires, appareils sanitaires, miroirs et quincailleries. Les penes et les serrures seront nettoyés et leur bon fonctionnement vérifié.

Le nettoyage devra faire disparaître toutes les taches. En ce qui concerne les revêtements de sols, il sera demandé à l'entrepreneur chargé de la mise en œuvre de ces revêtements un agrément pour les produits de nettoyage effectivement utilisés.

Les prestations comprendront :

- le lavage et le nettoyage des vitres (2 faces), des sols, des plinthes, des carrelages (nettoyage au disque) et revêtements divers,
- le nettoyage des appareils sanitaires et électriques (interrupteurs, prises...),
- le nettoyage des profilés de menuiseries métalliques,
- le nettoyage de toutes ferrures et robinetteries, poignées et penes de serrures,
- le balayage et nettoyage des locaux ayant fait l'objet de travaux de peinture,
- le débouchage éventuel des éviers et appareils sanitaires obstrués pendant les travaux.

CHAPITRE 4. SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES PARTICULIÈRES – RAVALEMENT – PEINTURE ET REVÊTEMENTS EXTÉRIEURS

ARTICLE 4.1 GÉNÉRALITÉS

L'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux, avant la remise de son offre. Il se sera rendu sur le site et aura apprécié l'implantation de l'équipement, la technique projetée et tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux.

Il aura apprécié, exactement, les conditions d'exécution des ouvrages, se sera rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités.

Il aura contrôlé toutes les indications des documents ou dossier marché, notamment celles données par les plans. S'il y avait ambiguïté ou contradiction il devra se renseigner auprès du Maître d'ouvrage.

ARTICLE 4.2 RÉGLEMENTATION

Les installations seront réalisées ou modifiées conformément aux règlements, normes, D.T.U. et règles de l'art en vigueur. En particulier seront appliqués :

- Les DTU (Documents Techniques unifiés)
 - D.T.U. 36.1 Menuiserie en bois.
 - D.T.U. 34.1 Ouvrage de fermeture pour baie libre
 - D.T.U. 39 Vitrerie
 - D.T.U. n° 59-1 travaux de peinture des bâtiments d'octobre 1994
 - Cahier des Clauses Techniques (Norme homologuée NF P74-201-1 et 2) – Octobre 1994,
 - D.T.U. n° 59-2 revêtements plastiques épais sur béton et enduit à base de liants hydrauliques de mai 1993
 - D.T.U. n° 59-3 peintures de sol de mai 1993
 - D.T.U. n° 59-4 papiers peints et revêtements muraux de février 1998
- Les Normes AFNOR et notamment :
 - Normes AFNOR T 30 003 de juin 1966 (classification des familles de peintures, vernis et produits annexes
 - NF B. 53 501 53 502 Aspects des bois
 - NF B. 53 510 Bois de menuiserie
 - NF X 40 500 Préservation du bois dans la construction.
 - Cahier des Charges (Norme homologuée NF P74-203-1 et 2) – Mai 1993
 - Cahier des Charges (Norme homologuée NF P74-204-1 et 2) – Mai 1993
 - NF D 69 Pour les serrures
 - NF P. 26 Pour les quincailleries
 - Avis Techniques
 - Label C.T.B. et Estampille SNFQ pour quincaillerie
 - Cahier des Charges (Norme homologuée NF P74-202-1 et 2) – Mai 1993
 - Les spécifications de l'U.N.P.

Les produits employés pour l'extérieur devront avoir un procès verbal d'essais attestant leur conformité :

- à la spécification B1/78 du GPEM/PV (brochure du JO n°5564) pour les revêtements micro poreux de façade,

- à la spécification B2/81 du GPEM/PV (brochure du JO n° 5564) pour les peintures destinées à des subjectiles métalliques.

Dans le cas où de nouveaux règlements entreraient en vigueur en cours des travaux, l'Entreprise serait tenue d'en référer par écrit au Maître d'Ouvrage et au Maître d'ouvrage.

L'Entreprise titulaire sera tenue d'obtenir tous les permis, certificats et autres documents prévus par la loi. L'Entreprise titulaire sera responsable de l'exécution de tous les essais et de l'obtention des approbations délivrées par les autorités compétentes.

Nota : La liste des règlements énoncés ci-dessus n'est pas limitative et l'entrepreneur se doit d'appliquer tous les règlements, normes, lois et documents techniques unifiés en vigueur dans le mois précédent l'offre.

4-2-1 Généralités

Les dispositions suivantes seront prises :

- Peintures de caractéristiques NF ENVIRONNEMENT ou pour les spécialités sans label, choisir des produits en phase aqueuse sans solvant,
- Déchets à évacuer et trier dans les bennes prévues à cet effet. DIS repris par entreprise et font l'objet d'un BDIS.

4-2-2 Nettoyages

L'entrepreneur devra les rechapissages et toutes les précautions qui s'imposent pour assurer la protection des surfaces qui pourraient être tachées ou attaquées ou obstruées.

Le nettoyage général avant réception est également à la charge de la présente entreprise, il comprendra tous les ouvrages tels que verres, glaces, carrelages, appareils sanitaires, robinetterie, appareils électriques, etc...

4-2-3 Supports

La localisation des supports ressort des plans. L'entreprise devra en outre s'être assuré sur place de la nature et qualité des supports existants. Aucune réclamation ne sera admise pour méconnaissance de ces documents.

Sur les supports neufs, l'Entreprise devra réceptionner avant tout début d'exécution les supports livrés par les différents corps d'état. Si elle estimait que la qualité de finition de ces supports n'était pas conforme aux finitions imposées par le DTU, il lui appartient d'en informer le Maître d'ouvrage avant tout commencement d'exécution.

Il sera fait application des clauses de l'article 3.4.2. Le fait d'entreprendre ses ouvrages implique l'acceptation des supports.

4-2-4 Échantillons

L'entreprise devra fournir un échantillon des produits utilisés ainsi que les palettes de couleurs nécessaires au Maître d'ouvrage pour fixer les choix de finition.

Ce dernier se réserve la possibilité de faire exécuter des surfaces témoins en fonction des différentes teintes utilisées. Ces échantillons devront être au nombre suffisant pour fixer les choix du Maître d'ouvrage. Les échantillons seront conservés comme référence jusqu'à la terminaison des travaux.

4-2-5 Teintes

Le Maître d'ouvrage se réserve le choix des teintes, de même il peut demander à l'entreprise des façons de polychromie conformément aux plans. Cette clause n'entraîne pas de supplément sur les prix forfaitaires, quel que soit le nombre de teintes choisies.

Il pourra être aussi demandé la recherche et l'application des teintes existantes.

L'entrepreneur aura à sa charge tous les rechapissages découlant de la polychromie.

4-2-6 Échafaudages – Ponts volants

L'Entrepreneur aura la charge de la mise en place de tous les échafaudages et pont-volants (avec certificat de contrôle périodique en cours de validité), qui lui seront nécessaires pour la mise en œuvre de ses travaux. L'entrepreneur restera responsable pendant toute la durée du chantier et jusqu'à la réception des travaux de l'ensemble des travaux de montage et des sujétions et travaux nécessaires pour la mise en place des protections des travailleurs et du public en découlant suivant les normes, réglementations de sécurité et protection des travailleurs, la protection du public.

Il devra en outre se conformer aux recommandations du coordonnateur SPS et à ses prescriptions figurant au PGC.

a) Échafaudages

Cette prestation comprendra toutes les sujétions :

- d'approvisionnement sur site,
- de montage sur site,
- de contrôle de l'échafaudage par un organisme agréé,
- de protection du public (auvents, filets),
- de démontage et stockage ou remontage (par phase),
- de repliement en fin de travaux.

b) Ponts volants

Cette prestation comprendra toutes les sujétions :

- d'approvisionnement sur site,
- de contrôle de la note de calcul par un organisme agréé,
- de montage sur site,
- de protection du public (neutralisation de la zone sous le pont volant),
- de déplacement (par phase),
- de repliement en fin de travaux.

4-2-7 Méthodes d'exécution

Le Maître d'ouvrage aura la possibilité de demander l'exécution d'une couche de peinture supplémentaire en cas de relevé d'ombres ou de transparence non satisfaisante, sans que cela ne puisse amener un supplément de prix à l'entreprise.

Dans le cas de recouvrement d'un produit par un autre dit similaire ou de famille différente, l'entrepreneur devra avant exécution remettre une attestation du fabricant garantissant la compatibilité des produits. Un essai d'application pourra être imposé par l'architecte.

a) Température et hygromètre

En début d'exécution ou en cours d'exécution (par tranche), si l'Entrepreneur constate que les conditions de température ou d'hygrométrie ne sont pas conformes aux cahiers des charges du Fabricant ou au DTU, il devra en aviser par écrit la Maîtrise d'ouvrage, afin qu'il puisse décider de l'ajournement des travaux jusqu'à ce que les conditions extérieures soient compatibles avec les travaux. Dans ce cas, une prolongation du délai d'exécution est envisageable sur avis concerté avec le Maître d'ouvrage.

b) Préparation

La préparation générale des supports et la mise en œuvre des produits et systèmes de peinture devra s'effectuer :

- conformément aux règles de l'art, Normes, et DTU
- conformément aux précisions du présent CCTP
- en prenant en compte toutes les recommandations des fiches techniques de chaque produit fournies par le fabricant.

c) Lavage haute pression

Un lavage haute pression sera prévu sur toutes les façades extérieures avant tous travaux de reprise et peinture des façades. L'entreprise devra vérifier que l'humidité du support soit inférieure à 5% avant mise en peinture. L'entreprise devra prévoir tous les moyens de protection dans la zone de lavage.

d) Reprise des fissures et éclats

Une reprise de toutes les fissures (lézardes, épaufrures, zones d'enduit piqué, friable ou soufflé ...) selon le DTU 26.1 et la norme 15 201. Les produits employés pour ces opérations devront avoir un avis technique en cours de validité, à fournir par l'entrepreneur.

e) Traitement anti-cryptogamique

La prestation comprendra la décontamination avec solution spéciale, sans rinçage. L'opération devra éventuellement être renouvelée avec un lavage haute pression préalable et sans rinçage après application, si la façade présente de fortes contaminations.

f) Réfection locale des bétons éclatés par oxydation des armatures

La prestation comprendra les étapes suivantes :

- Repiquage des parties non adhérentes afin de dégager largement les armatures jusqu'aux parties saines.
- Élimination de la rouille par disquage, brossage, piquage.
- Application d'un inhibiteur de corrosion.
- Rebouchage à l'aide de mortier polymère ciment ou mortier aux résines époxydique.
- Éliminer les pulvérulences autour des reprises.

Les produits employés pour ces opérations devront avoir un avis technique en cours de validité, à fournir par l'entrepreneur.

CHAPITRE 5. SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES PARTICULIÈRES – OUVRAGES PARTICULIERS

ARTICLE 5.1 TRAVAUX SUR SUPPORTS MÉTALLIQUES

5-1-1 Normes spécifiques

Ces travaux doivent être réalisés conformément aux exigences techniques et réglementaires en vigueur pour l'application de revêtements sur support métalliques, notamment celles définies par les normes françaises (NF), européennes (CE), les Documents Techniques Unifiés (DTU).

Les peintures sur métal doivent notamment répondre aux prescriptions du :

- DTU 59.1, qui régit les travaux de peinture des bâtiments,
- DTU 59.5 relatif à l'exécution des peintures intumescents sur structures métalliques,
- DTU 40.5 : relatif aux travaux de peinture sur toitures métalliques,
- DTU 42.1 relatif aux travaux de peinture extérieure ainsi qu'aux normes spécifiques applicables aux revêtements métalliques,
- DTU 40.35 relatif aux couvertures en tôles d'acier nervurées,
- DTU 40.41 relatif aux bardages métalliques,
- Norme européenne EN 10169 relative aux Revêtements métalliques pour la protection contre la corrosion,

- La norme européenne EN 14782 relative aux tôles d'acier pour couverture et bardage,
- Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) fascicule 56 relatif aux ouvrages de charpente métallique et de construction métallique,
- norme NF EN ISO 12944 relative à la protection contre la corrosion des structures métalliques par des systèmes de peinture,
- normes NF Environnement et Écolabel européen, garantissant une faible émission de composés organiques volatils (COV) et une teneur minimale en substances nocives pour la santé et l'environnement
- autres normes et recommandations et règles de l'art relatives à l'application des peintures sur supports métalliques.

5-1-2 Méthode d'exécution

Les travaux incluent la fourniture et l'application de peintures anticorrosion et décoratives sur supports métalliques tels que les garde-corps, charpentes métalliques, toitures et bardages, portes métalliques et autres ouvrages métalliques. Les peintures doivent être adaptées aux caractéristiques des supports, notamment en termes de résistance à la corrosion, durabilité et aspect esthétique.

Le traitement des supports métalliques constitue une étape essentielle pour garantir la durabilité et la qualité des travaux de peinture, ainsi que leur conformité aux normes en vigueur. Le titulaire est tenu de procéder à une reconnaissance préalable des supports avant toute intervention. Cette reconnaissance inclut une évaluation de l'état des surfaces, de leur nature, de leur adhérence, de leur porosité, ainsi que de leur compatibilité avec les produits à appliquer.

Les travaux de peinture sur métal doivent inclure les étapes suivantes :

- Le dérouillage des surfaces métalliques, par des procédés mécaniques ou chimiques conformes aux normes en vigueur.
- Autre préparation des subjectiles métalliques : dégraissage, brossage, ponçage, égrenage et époussetage, nettoyage à l'eau claire ou sous-pression (compris essuyage),
- Le traitement et la réfection des zones corrodées et dégradées.
- Application d'une couche primaire anticorrosion adaptée au type de métal, au type de peinture de finition, et à l'exposition aux conditions climatiques.
- Application d'une couche intermédiaire et d'une couche de finition, en respectant strictement les spécifications techniques des produits, les recommandations de mise en œuvre du fabricant (respect du temps de séchage entre les couches) et les recommandations du DTU 59.1.

Le titulaire devra veiller à ce que les peintures appliquées sur les surfaces métalliques garantissent une protection optimale contre la corrosion, une résistance aux intempéries et une durabilité conforme aux exigences du marché.

Les temps de séchage entre les couches devront être strictement respectés, conformément aux préconisations des fabricants. Les travaux devront être réalisés dans des conditions climatiques appropriées pour éviter tout défaut d'adhérence ou de finition.

Les travaux doivent être réalisés avec soin, en veillant à l'uniformité des teintes et à l'absence de défauts tels que coulures, traces ou zones non couvertes. Les surfaces témoins peuvent être demandées par le maître d'ouvrage pour validation avant la poursuite des travaux.

Dans certains cas, une troisième couche peut être nécessaire pour garantir une protection anticorrosion ou une finition esthétique optimale. L'entreprise doit intégrer cette sujétion dans son prix à la suite de la reconnaissance du support.

Le titulaire devra fournir au maître d'ouvrage les fiches techniques des produits utilisés, incluant les certificats de conformité aux normes applicables, ainsi que les fiches de sécurité des produits. Ces documents devront être disponibles sur le chantier à tout moment.

5-1-3 Types de peintures

a) Peinture anticorrosion Type C4 – C5

Par défaut, la commande passée au titulaire en peinture anti-rouille est à réaliser en peinture anticorrosion en phase aqueuse de Type C4.

La peinture de type C4 est spécifiquement conçue pour protéger les éléments et structures métalliques, tôles, bardages, contre la corrosion dans des environnements agressifs, tels que les zones côtières ou industrielles. Ce type de peinture offre une résistance élevée aux intempéries, à l'humidité, à la salinité et aux variations de température.

Les travaux incluront les étapes décrites au chapitre 5-1-2 ci-avant, avec les précisions suivantes :

- Préparation des supports métalliques : les supports devront être exempts de rouille, de graisse et de salissures avant l'application des produits.
- Application d'une couche primaire anticorrosion phase aqueuse Type C4, garantissant une adhérence optimale et une protection durable contre la corrosion. Les parties corrodées doivent être traitées avec un primaire anticorrosion conforme aux normes NF EN ISO 12944.
- Application des couches de finition, comprenant au minimum deux couches successives de peinture, avec un temps de séchage de 12 à 24 heures entre chaque couche, conformément aux prescriptions du fournisseur.
- Traitement des points singuliers linéaires et ponctuels : traitement des recouvrements, faîtages, bardages, sous rives, jonction des éléments métalliques avec les matériaux adjacents, dilatation différentielle, isolation cathodique, etc.

Le traitement des points singuliers est réputé inclus dans la commande au titulaire.

Des systèmes de peinture incluent plusieurs traitements dans le même complexe de produit (ex : primaire anticorrosion + peinture intermédiaire et/ou de finition). Ces produits sont autorisés uniquement :

- sur présentation des fiches techniques à l'établissement du devis,
- après obtention de l'accord du Maître d'ouvrage. Le défaut de réponse du Maître d'ouvrage vaut refus. Cet accord pourra être conditionné à l'exigence d'une garantie fournisseur-applicateur, ou à l'exigence d'un certificat de bonne mise en œuvre.

Dans des cas particuliers, lorsque le bon de commande le spécifie, la commande pour être passée en peinture de Type C5M. En cas de doute C4/C5, le titulaire questionnera le Maître d'ouvrage pour obtenir la précision avant le début des travaux.

b) Cas particulier des toitures

Par défaut, la commande passée au titulaire en peinture anti-rouille pour réfection de toiture est à réaliser en peinture extérieure anticorrosion en phase aqueuse de Type C4 étanche spéciale pour toiture, aspect satiné ou brillant, compris couches de primaire anticorrosion et d'apprêts, ainsi que toutes sujétions de mise en œuvre pour assurer la garantie d'étanchéité.

La peinture de type C4 est spécifiquement conçue pour protéger les éléments et structures métalliques, tôles, bardages, contre la corrosion dans des environnements agressifs, tels que les zones côtières ou industrielles. Ce type de peinture offre une résistance élevée aux intempéries, à l'humidité, à la salinité et aux variations de température.

Les travaux incluront les étapes décrites au chapitre 5-1-2 ci-avant, avec les précisions suivantes :

- Préparation des supports métalliques : les supports devront être exempts de rouille, de graisse et de salissures avant l'application des produits.
- Application d'une couche primaire anticorrosion phase aqueuse Type C4, garantissant une adhérence optimale et une protection durable contre la corrosion. Les parties corrodées doivent être traitées avec un primaire anticorrosion conforme aux normes NF EN ISO 12944.
- Application des couches de finition, comprenant au minimum deux couches successives de peinture, avec un temps de séchage de 12 à 24 heures entre chaque couche, conformément aux prescriptions du fournisseur.
- Traitement des points singuliers linéaires et ponctuels avec garantie d'étanchéité : pochonnage des fixations, traitement des recouvrements, faîtages, bardages, sous rives, jonction des éléments métalliques avec les matériaux adjacents, dilatation différentielle, isolation cathodique, etc.
- Remise au Maître d'ouvrage de la garantie décennale d'étanchéité.

Le traitement des points singuliers est réputé inclus dans la commande au titulaire.

Des systèmes de peinture incluent plusieurs traitements dans le même complexe de produit (ex : primaire anticorrosion + peinture intermédiaire et/ou de finition). Ces produits sont autorisés uniquement :

- sur présentation des fiches techniques à l'établissement du devis,
- après obtention de l'accord du Maître d'ouvrage. Le défaut de réponse du Maître d'ouvrage vaut refus. Cet accord est conditionné à l'exigence d'une garantie fournisseur-applicateur, avec attestation de garantie d'étanchéité.

d) Peinture anti-corrosion « décorative »

La peinture anticorrosion dite « décorative » sur support métallique peut-être utilisée pour toitures, bardages, sans garantie d'étanchéité, ainsi sur tout autre surface métallique (portes, etc.) et tout élément métallique linéaire (bâti de portes, garde-corps, charpentes métalliques, etc.).

Elle vise à restaurer l'aspect esthétique des ouvrages tout en assurant une protection optimale contre la corrosion, les agressions extérieures, telles que les intempéries, les UV, la salinité et les variations de température.

Les peintures intérieures seront de type laque alkyde.

Les peintures extérieures seront de type acrylique.

Dans le cas des tuyauteries, la peinture sera adaptée aux contraintes de l'ouvrage support : résistance à la chaleur, autre suivant le cas.

ARTICLE 5.2 PEINTURES SPÉCIALES

5-2-1 Peinture à très haute performance environnementale

Les travaux incluent la fourniture et mise en œuvre de peinture ultra-performante à teneur en COV totale TCOV inférieure 1g/l sur subjectiles plâtre, mortier, béton, maçonneries, enduits, bois et dérivés...

La peinture ultra-performante à faible teneur en composés organiques volatils (COV) est spécifiquement conçue pour répondre aux exigences les plus élevées en matière de qualité de l'air intérieur et de durabilité. Elle est particulièrement adaptée aux environnements sensibles tels que les locaux hébergeant des personnes sensibles, ou les locaux où la santé des occupants est une priorité.

La peinture ultra-performante doit être conforme aux normes NF EN 13300 et DTU 59.1, ainsi qu'aux normes spécifiques relatives aux peintures à faible teneur en COV. Elle doit être à base de résines acryliques ou équivalentes, en phase aqueuse, et présenter une teneur en COV inférieure à 1 g/L, certifiée Écolabel européen, NF Environnement, ou tout autre écolabel équivalent. Le titulaire devra fournir les certificats de conformité et les fiches techniques des produits utilisés, ainsi que les fiches de données de sécurité.

La peinture ultra-performante doit offrir une résistance standard aux frottements, à l'humidité, et aux produits de nettoyage courants.

5-2-2 Peinture dépolluante

Les travaux incluent la fourniture et mise en œuvre de peinture dépolluante anti-moisissures et antibactérienne sur subjectiles plâtre, mortier, béton, maçonneries, enduits, bois et dérivés...

La peinture antibactérienne est spécifiquement conçue pour les environnements nécessitant une hygiène renforcée et une protection contre les bactéries. Elle est particulièrement adaptée aux locaux médicaux, aux cuisines, aux salles de bain, et aux espaces où la prolifération bactérienne doit être contrôlée.

La peinture antibactérienne doit être conforme aux normes NF EN 13300 et DTU 59.1, ainsi qu'aux normes spécifiques relatives aux peintures à propriétés antibactériennes. Elle doit être à base de résines acryliques ou équivalentes, en phase aqueuse, et présenter une faible teneur en composés organiques volatils (COV), certifiée Écolabel européen ou NF Environnement.

La peinture dépolluante doit offrir une résistance accrue aux frottements, à l'humidité, et aux produits de nettoyage spéciaux de type professionnels.